



EQUI
POP.
ORG

2015
2016

Rapport d'activité

Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
22 rue du Sergent Bauchat
75012 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : + 226 25 36 73 73

Édito

À Équilibres & Populations, nous sommes convaincu-e-s d'une chose : pour une femme, faire des choix éclairés concernant son éducation et sa santé, en particulier quand et combien d'enfants elle souhaite, peut changer sa vie, mais aussi transformer en profondeur nos sociétés. En 2015, dans le monde, 35% de femmes ont été victimes de violences, 225 millions de femmes qui souhaitaient éviter une grossesse n'ont pu utiliser de contraception, 16 millions de filles âgées entre 15 et 19 ans ont accouché, 31 millions de filles en âge d'aller à l'école primaire n'y sont pas allées, et près de 3 millions de filles ont subi une mutilation sexuelle. Autant de choix impossibles, autant de vies abimées, autant d'obstacles au développement.

En Afrique de l'Ouest francophone, l'instabilité et les récentes évolutions géopolitiques ont rendu la situation encore plus préoccupante. Dans cette région, le changement social n'est plus une option, mais une urgence pour des millions de femmes et de filles. Sur le terrain, organisations et individus se mobilisent, des pistes porteuses se dessinent. En 2015, les équipes d'Équilibres & Populations ont mis toute leur énergie et leur expertise au service de ces actrices et acteurs du changement afin d'augmenter l'impact de leurs interventions. Coordonner des projets pilotes, mobiliser des ressources, orienter les politiques publiques, appuyer techniquement les associations locales et les institutions, autant d'actions menées qui auront fait la différence. En 2015, plus de filles ont pris conscience qu'elles pouvaient être des leaders, des femmes qui le souhaitaient ont pu accéder à un moyen de contraception adapté à leurs besoins, des bébés n'ont pas été excisés, des filles ont échappé au mariage précoce.

À l'échelle globale, 2015 a été aussi l'année de l'adoption des 17 Objectifs de développement durable pour les quinze ans à venir. Transversaux, ces objectifs nécessitent d'innover tant dans les pratiques de développement que dans les partenariats à construire. Consciente de cet enjeu, Équilibres & Populations s'est engagée avec détermination dans une évolution stratégique pour prendre sa part de responsabilité dans la réalisation de cette feuille de route. En capitalisant sur plus de 20 ans d'expérience, il s'agit de se réinventer. Cela passe, bien entendu, par le fait de se doter de davantage de moyens humains et financiers pour réaliser notre mission. En 2015, nous nous réjouissons ainsi d'avoir intégré de nouvelles énergies et compétences. Cela passe aussi par la déclinaison de deux mots clés auxquels nous sommes particulièrement attachés : partenariat et qualité. Le lancement de la nouvelle phase du projet « Alliance Droits et Santé » au Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal en est une traduction concrète !

Tout ceci n'aurait pu être accompli sans la collaboration et le soutien de nos partenaires financiers et de nos partenaires locaux. Les uns nous apportent des moyens indispensables pour traduire en actes nos ambitions communes, les autres nous accordent une précieuse confiance pour les accompagner en partageant leurs connaissances fines des populations au service desquelles nous agissons. De Paris à Ouagadougou, de Niamey à New York, de Bruxelles à Abidjan, ensemble, traçons un nouveau chemin pour la santé et les droits des femmes, ensemble, traçons un nouveau chemin vers le développement. Merci pour votre soutien !

Auréli Gal-Régniez, directrice exécutive
Alain Marié, président

Aurélie Gal-Régniez, directrice exécutive, Équilibres & Populations



Vous avez pris la direction d'Équilibres & Populations en 2015. Qu'est-ce qui vous a poussé à accepter ce défi ?

La mission d'Équilibres & Populations ! La promotion de la santé et des droits des femmes est un enjeu majeur de justice sociale mais aussi un puissant levier de développement. Les droits et la santé sexuels et reproductifs sont des clés de l'autonomisation des femmes. C'est un privilège de travailler pour une ONG pionnière en France, développant depuis plus de 20 ans une expertise reconnue. Je suis attachée à l'identité d'Equipop, investie dans les processus politiques de haut niveau tout en étant près des réalités de terrain. Créativité, collaboration et capacité à appréhender la complexité sont au cœur de son ADN. J'y ai occupé plusieurs postes depuis 2000 et connais donc bien cette structure ainsi que ses atouts et ses axes d'amélioration. J'ai pu observer ce qu'Équilibres & Populations peut apporter comme valeur ajoutée dans son secteur d'intervention et sur sa géographie d'origine : l'Afrique de l'Ouest francophone, et c'est cette valeur ajoutée que je souhaite développer.

Durant cette dernière décennie, avez-vous pu observer des changements majeurs en Afrique de l'Ouest ?

La situation actuelle est contrastée. Malgré des progrès, cette région reste une des plus pauvres du monde avec des taux de mortalité maternelle, de grossesses non désirées ou encore de mariages précoces parmi les plus élevés. Ces dernières années ont aussi été marquées par une montée de l'instabilité et de l'insécurité. Dans ce contexte, la condition des femmes reste une question politique sou-

vent instrumentalisée. Cependant, la société civile s'organise. Des associations locales avec un réel engagement pour la cause des femmes et leurs droits et santé reproductifs émergent. Des citoyen-ne-s, en particulier les jeunes, commencent également à faire entendre leurs voix. Des engagements ont été pris par les gouvernements avec un soutien croissant des bailleurs. Le partenariat de Ouagadougou en faveur de la planification familiale, lancé en 2011, illustre bien ces nouvelles dynamiques.

Aujourd'hui, quels sont selon vous les leviers à actionner pour une amélioration durable de la situation des femmes dans cette région du monde ?

L'appui technique aux acteurs locaux me semble crucial. Equipop est toujours intervenue dans le souci de renforcer ses partenaires et nous y sommes parvenus puisque certains d'entre eux gèrent maintenant des budgets plus importants que les nôtres ! Nous apportons un accompagnement global sur nos cœurs de métier, le plaidoyer et la mobilisation sociale, mais aussi en développement organisationnel. Notre défi : passer à l'échelle, permettre l'émergence de projets innovants et soutenir une masse critique d'acteurs et actrices du changement social, capables de collaborer entre eux. Au niveau global, il faut poursuivre le plaidoyer. Il est urgent que les décideurs reconsidèrent leur conception du développement en plaçant l'humain au centre. Améliorer la santé et les droits des individus, en particulier ceux des femmes et des filles, n'est pas une dépense mais un investissement solide que les politiques publiques doivent prioriser ici comme ailleurs.

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.

page 8

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

page 18

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

page 28

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

page 38

2015 en bref

Grande avancée pour la Délégation des Tâches au Burkina : un projet pilote est lancé dans lequel **Equipop** accompagnera la Direction de la Santé de la Famille du Ministère de la Santé publique.

page 20

Au Niger, **Equipop** a mené une étude visant à mieux cibler les jeunes filles dans les programmes de vaccination, notamment contre le virus responsable du cancer du col de l'utérus.

page 34

En partenariat avec des organisations européennes, **Equipop** a fait entendre la voix des adolescentes auprès des institutions européennes. A Paris, leur "girl declaration" a été relayée lors d'une conférence à la Mairie de Paris.



Lancement de la deuxième phase d'Alliance Droits et Santé : **Equipop** va renforcer 15 ONG africaines pour augmenter l'impact de leur action en faveur de la planification familiale et santé des adolescent-e-s.

page 30

En 2015, le projet *Protéger la Prochaine Génération* a accueilli 52 nouveaux villages, portant le nombre de villages d'intervention à 152, dont 112 se sont engagés en faveur de l'abandon de l'excision.

page 10

Au Niger, en soutien à l'UNFPA, **Equipop** a formé des jeunes filles parlementaires au leadership. Communication interpersonnelle, confiance en soi et rôles modèles étaient au programme de cette formation.

page 14

Tout au long de l'année, **Equipop** s'est impliquée dans les négociations onusiennes. Présent à l'ONU lors de la 59ème CSW, Equipop a également suivi de près l'adoption des Objectifs de Développement Durable.

page 24



10 décembre 2015

**Dernière journée
des droits de l'Homme !**

Le Collectif droits humains pour tou-t-e-s rassemble des actrices et acteurs de la société civile engagé-e-s pour que l'expression « droits de l'Homme » soit remplacée par « droits humains ».

Le Comité français des ONG pour la liaison et l'information de l'ONU a remis à **Equipop** le prix Santé du Prix Civisme et Solidarité 2015.

10 décembre : dernière journée des droits de l'Homme : **Equipop** est montée au créneau avec le Collectif Droits humains pour tou-t-e-s.

Équilibres & Populations a plaidé pour la prise en compte des femmes dans les négociations de la COP21.
page 27

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs locaux, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.





Abandon de l'excision au Mali : vers une amélioration durable de la santé et du statut des femmes et des filles

Au Mali, Equipop accompagne les communautés de 250 villages du district sanitaire de Kayes à l'abandon des mutilations sexuelles féminines (MSF), en partenariat avec l'ONG malienne AMSOPT (Association Malienne pour le suivi et l'orientation des pratiques traditionnelles). À travers l'abandon des MSF, le projet « Protéger la Prochaine Génération » a pour but d'améliorer durablement la santé, les droits et le statut des filles et des femmes maliennes.

EN ROUTE VERS UNE DYNAMIQUE DE CHANGEMENT GLOBAL

Accompagner les communautés vers l'abandon des MSF est un moyen d'aborder d'autres types de violences basées sur le genre : en 2015, parmi les 100 villages ayant décidé d'abandonner les MSF, 49 se sont également positionnés contre les mariages d'enfant. La priorité a été alors de renforcer les dynamiques de changement global dans ces villages en axant les sensibilisations davantage sur les problématiques liées au genre, aux violences faites aux femmes et au respect de leurs droits. Parallèlement, l'accompagnement vers l'abandon de l'excision dans les 52 nouveaux villages s'est fait dans un contexte propice au changement : la plupart d'entre eux se sont portés volontaires pour participer au projet.

Afin d'impliquer davantage les responsables communautaires dans le maintien de la décision d'abandon de l'excision, des comités de suivi villageois ont été créés dans 96 villages. Ces comités ont pour mission de veiller à ce qu'aucune fille ne soit excisée au sein de leur communauté. Les membres, constitués du chef de village, des conseillers, de représentantes de groupements de femmes et de jeunes et des relais du projet, organisent également des visites à domicile et des réunions d'information.

Les centres de santé de la zone ont également été impliqués dans le processus. Des sessions de sensibilisation abordant des thématiques larges y ont été organisées en partenariat avec les médecins et les sages-femmes.



LA FORMATION AU CŒUR DE NOTRE ACTION

Deux des gages de la réussite sont la participation et l'implication concrètes des communautés dans l'abandon des MSF. Or, cette participation ne peut être effective sans un renforcement des compétences des personnes clés et influentes dans les communautés.

En 2015, des formations ont été organisées pour permettre aux leaders communautaires et religieux, aux relais du projet, aux représentantes des groupements de femmes, aux communicateurs traditionnels et journalistes radiophoniques et aux enseignant-e-s de relayer les activités et les messages du projet. Le but de ces formations était d'apporter des connaissances et informations sur les pratiques traditionnelles néfastes dont les MSF, les droits humains et les recours possibles en cas de risque de violences.



SUR LE CHEMIN DE LA CAPITALISATION : IDENTIFICATION DES SAVOIRS ET DES SAVOIR-FAIRE

Engagé en 2014, le processus de capitalisation s'est poursuivi en 2015. Un consultant a été recruté pour accompagner Equipop dans l'identification des savoirs et des savoir-faire du projet. Un travail de recueil d'information, d'interviews et de rencontres a été effectué pour mettre en lumière et expliciter les modes opératoires utilisés pour accompagner les communautés vers l'abandon de l'excision. Ce travail sera complété par une mission de terrain dans la région de Kayes en 2016. Une fois terminé, le processus de capitalisation sera partagé avec les partenaires afin de formaliser davantage les modes d'intervention et de développer les stratégies du projet dans d'autres zones.

UN ENGAGEMENT FORT AU NIVEAU EUROPÉEN

Les MSF existent en Europe dans certaines communautés issues de pays où elles sont pratiquées. Dans une volonté de créer des ponts entre les pays d'origine et les diasporas, Equipop s'est engagée depuis quelques années dans la mise en œuvre d'activités de mobilisation des communautés migrantes en France. En 2015, Equipop a formé 8 migrant-e-s-relais issu-e-s de communautés de la région de Kayes sur les MSF, les mariages d'enfant et les droits humains. Cette formation avait pour but de permettre à ces migrant-e-s-relais de sensibiliser leur-e-s pair-e-s et de les informer des changements en cours dans leurs communautés d'origine.

Equipop est aussi engagée en Europe dans l'abandon des MSF à travers sa participation active aux réseaux *End FGM european network* et *Excision, parlons-en !*. Depuis 2015, Equipop est membre des conseils d'administration de ces deux réseaux.

• Que fait Equipop ?

Définition de la stratégie d'intervention, coordination et suivi du projet avec les équipes locales, appui technique en gestion opérationnelle et budgétaire, recherche de financements (mobilisation de plus de 500 000 euros depuis 2014), promotion et communication autour du projet, facilitation des liens avec les institutions.

• Pour qui ?

Communautés de 152 villages de la région de Kayes au Mali

• Pourquoi ?

Parce que protéger les filles et les femmes de l'excision et du mariage précoce, c'est faire respecter leurs droits les plus fondamentaux mais aussi améliorer durablement leur santé et celle de leurs enfants à venir.

Protéger la Prochaine Génération en quelques chiffres

250 VILLAGES

dans le district de Kayes

152 VILLAGES

d'intervention

112 VILLAGES ONT ABANDONNÉ LES MSF
DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

2014

16 nouvelles communautés

abandonnent officiellement
la pratique de l'excision

45 villages

abandonnent également
les mariages d'enfant

2015

50 nouveaux villages

abandonnent officiellement
la pratique de l'excision

49 villages

abandonnent également
les mariages d'enfant

Seydou Niang, un acteur engagé pour l'abandon des pratiques traditionnelles néfastes

Seydou Niang est animateur socioculturel sur des projets de promotion de l'abandon de l'excision au GAMS Belgique et a participé à la formation de migrant-e-s-relais en France dans le cadre du projet Protéger la Prochaine Génération.



Pouvez-vous me parler de vous et de comment vous avez rencontré Equipop ?

Chez moi, on ne parle pas de soi, c'est ce que les autres disent de toi qui est le plus objectif ! Je milite pour l'égalité et combats toute forme de violences par l'éveil des consciences à travers le dialogue et le respect. J'ai connu Équilibres & Populations par l'intermédiaire d'une ancienne salariée qui m'a fait connaître le projet « Protéger la Prochaine Génération ». Nous avons échangé des idées sur les stratégies et activités à mettre en place auprès des migrant-e-s et discuté avec la cheffe de projet de l'intérêt d'une formation. Nous avons conçu les modules ensemble et c'est moi qui ai formé les migrant-e-s relais du projet.

Pouvez-vous me parler de votre histoire personnelle face à l'excision ?

Avant mes 30 ans, ce n'était pas un sujet qui m'intéressait. Je suis né dans une famille et une communauté pratiquant l'excision, et je trouvais cela naturel. C'est en 2000, lors d'une formation, que j'ai entendu pour la première fois que l'excision était néfaste pour la santé et que c'était une violation des droits. J'ai été choqué et révolté : je ne supportais pas ces critiques sur les pratiques de ma famille ! J'avais intériorisé les justifications religieuses et culturelles de l'excision et j'avais du mal à accepter les conséquences dont on me parlait. Néanmoins, ma curiosité m'a poussé à interroger les différentes visions sur la pratique, les raisons avancées et à questionner les médecins et les imams. J'ai découvert qu'aucune des justifications n'était fondée. J'ai alors commencé à sensibiliser ma famille et je n'ai cessé de me battre pour l'abandon de cette pratique depuis.

Quel rôle doivent avoir, selon vous, les diasporas dans l'abandon des MSF ?

Les diasporas ont un très grand rôle à jouer : ce sont des membres à part entière de leurs communautés. L'excision n'est pas juste une question de femmes, c'est une norme qui concerne l'ensemble des communautés. L'implication des diasporas est indispensable : sensibilisé-e-s, ils/elles comprennent les méfaits de la pratique et peuvent alors profiter de leur influence pour aider ceux du pays à comprendre et à prendre une décision en faveur de la protection des filles : abandonner l'excision.

Quelle place ont les hommes dans l'abandon de l'excision selon vous ?

Les hommes ont un rôle plus important qu'on ne le pense. Certes, ce sont en majorité des femmes qui excisent les filles, et ce sont elles qui en subissent les conséquences. Mais les hommes sont des pères, des maris et des frères et ils ne peuvent rester indifférents aux souffrances des femmes liées à l'excision. Leur place est décisive dans les communautés : s'ils sont contre, l'excision ne sera pas pratiquée.

Souhaitez-vous ajouter quelque chose ?

Je souhaite saluer la mémoire de Kadiatou qui s'est battue toute sa vie pour le bien-être de sa communauté. Elle a été avec nous pendant la formation et sa disparition a été un choc pour nous tous. Pour sa mémoire et celle de tous ceux qui ont milité avant nous, nous avons le devoir de continuer.



Formation des filles au leadership : une première au Niger

Au Niger, où les droits des adolescentes ne sont qu'un lointain concept, Equipop a appuyé l'UNFPA pour que 400 filles en situation de vulnérabilité du programme *Ilimin*¹ puissent faire entendre leurs voix. L'objectif : former de jeunes étudiantes déjà engagées dans des actions citoyennes pour qu'elles transmettent leurs savoirs aux adolescentes du programme.

¹ Le Programme *Ilimin* est un programme mené par l'UNFPA Niger visant à renforcer les capacités de jeunes filles ayant subi des mariages et/ou des grossesses précoces afin de leur permettre d'être maîtresse de leur vie et de leur avenir.

DE L'ACTION DE TERRAIN À LA FORMATION

Depuis plus de 10 ans, le travail d'Équilibres & Populations se concentre sur les adolescentes en situation de vulnérabilité. Fortes de leur expérience sur le terrain, les équipes de l'ONG ont tout d'abord élaboré un guide de formation. Ce guide permet à de jeunes filles leaders d'initier d'autres filles au développement de leurs compétences en partant du principe que chaque individu, en lien avec d'autres membres de la société, a le pouvoir d'agir et de transformer son environnement à différents niveaux. Il s'agit de les accompagner à prendre conscience de leurs ressources intérieures et collectives tout en les aidant à passer à l'action grâce à des outils relatifs à la gestion d'un projet collectif ou encore à la communication interpersonnelle.

APPUYER L'ENGAGEMENT CITOYEN DE JEUNES FILLES LEADERS

Dans un deuxième temps, un atelier sur le terrain a permis de former la vingtaine de jeunes animatrices identifiées par l'UNFPA. Âgées de 15 et 23 ans, elles sont lycéennes, en troisième année de médecine ou en école d'ingénieur-e-s. Toutes ont déjà des engagements citoyens : certaines sont membres du Parlement des Jeunes du Niger, d'autres sont membres de mouvements de jeunesse nationaux.

Durant la formation, l'engagement de ces jeunes filles a été entier, certaines mettant en application la formation dès le premier jour dans leur environnement familial : « *Avant de défendre mes opinions auprès des autres, j'ai voulu essayer avec mes proches* » nous a confié l'une d'entre elles. Afin qu'elles se projettent, des rencontres entre elles et les bénéficiaires finales ont été également organisées. Ces moments de partage se sont révélés déterminants pour les futures formatrices qui pour la plupart connaissaient mal le vécu des jeunes filles du programme Ilimin. Elles ont écouté avec attention les histoires de vie de leurs consœurs où se mêlaient mariages et grossesses précoces, arrêts des études entre 11 et 14 ans, violences domestiques et volonté de s'en sortir en retournant à l'école.

“ Avec cette formation, je me suis rendu compte de mon rôle de jeune fille leader : il ne s'agit pas de faire évoluer le monde pour moi, mais pour toutes celles qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école et de choisir leur avenir. ”

Djamila Ghuissa

FORMATION DE FORMATRICES : L'EFFET BOULE DE NEIGE

À la suite de la formation initiale, les 20 jeunes filles ont pu travailler avec l'équipe de l'UNFPA pour tester la formation qu'elles avaient reçue et affiner la pédagogie et les outils proposés. Elles sont ainsi passées à la pratique en proposant elles-mêmes une première série de formations auprès d'une soixantaine de jeunes filles issues du programme *llimin*. Par groupe de 3, les jeunes formatrices ont formé des jeunes filles de Niamey et Dosso. Un processus durant lequel Equipop les a accompagnées à distance. Après cette première duplication, une nouvelle phase de formation auprès des jeunes filles leaders et de finalisation du guide clé en main par Equipop est prévue en 2016. Ceci permettra de systématiser les formations en leadership des filles par les filles au Niger pour atteindre le nombre critique de 400 jeunes filles formées.

• Que fait Equipop ?

Élaboration d'un manuel en leadership des adolescentes et animation de formation de formatrices

• Pour qui ?

400 filles en situation de vulnérabilité du Niger

• Pourquoi ?

Parce que quand une jeune fille a confiance en elle et qu'elle dispose des compétences pour faire entendre sa voix, elle peut non seulement s'accomplir mais aussi contribuer activement à casser le cercle vicieux de la pauvreté.

Les jeunes filles nigériennes



À 19 ans, les trois quarts
des jeunes femmes ont démarré
leur vie féconde.



des adolescentes de 15 à 19 ans
sont mariées (soit plus d'un
demi-million d'adolescentes).

Parmi les 20 - 24 ans



ont été mariées avant 15 ans



ont été mariées avant 18 ans

Halimatou Zika Sombeize, une jeune fille engagée pour les femmes au Niger

Halimatou Zika Sombeize est membre fondatrice et présidente de la Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leader, au sein de laquelle elle forme des jeunes filles au leadership.



Halimatou, pouvez-vous me parler de vous en quelques mots ?

Je suis étudiante ingénieure en mines et environnement. En 2008-2009, j'ai été députée junior et en 2013 j'ai eu l'honneur de représenter le Niger au Parlement Francophone des Jeunes suite à un concours. J'ai participé à certaines conférences et forums internationaux dont le forum de l'ECOSOC sur la participation des jeunes dans le passage des OMD aux ODD. Cette opportunité a été un événement déclencheur pour moi : je me suis rendu compte, au contact d'autres jeunes, qu'un des véritables problèmes qui freine le développement est le fait que les jeunes filles n'ont pas les mêmes opportunités que les garçons dans beaucoup de pays, notamment le Niger. Cela m'a donné envie de m'engager plus spécifiquement pour elles. En travaillant avec d'autres jeunes, nous avons formé la Cellule Nigérienne des Jeunes Filles Leaders, au sein de laquelle nous militons pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. Cela passe, pour nous, par leur scolarisation et leur maintien à l'école, l'égalité de genre, la promotion du leadership féminin, la lutte contre le mariage des enfants mais aussi par la participation des jeunes filles pour un développement durable au Niger. Nous croyons qu'il faut donner les mêmes opportunités aux filles et aux garçons : au Niger, les filles n'ont non seulement pas accès à l'éducation mais n'ont pas non plus de modèles auxquels s'accrocher. Nous leur montrons qu'il est possible de rester à l'école et de devenir ingénieure, médecin, gestionnaire, comptable : ces métiers ne sont pas réservés aux hommes !

Que vous a apporté la formation dispensée par Équilibres & Populations sur le leadership ?

Face aux défis auxquels les jeunes filles doivent faire face dans notre pays, comme les traditions prégnantes, les interprétations erronées de la religion, elles doivent pouvoir exprimer leur point de vue. Cette formation m'a permis de renforcer mes propres capacités : je sais mieux m'exprimer, communiquer avec les autres, adapter mon discours à mes interlocuteur-riche-s mais aussi mieux convaincre : j'ai appris le leadership en profondeur. Je sais maintenant comment passer d'une idée à un projet : comment rédiger, établir des objectifs et mettre en place des moyens : ce sont les éléments de base pour réaliser un projet. Cette formation m'a également permis d'être en contact avec d'autres jeunes filles leaders avec lesquelles nous nous sommes donné du courage pour transmettre tout ce que l'on a appris aux jeunes filles de notre pays, qui n'ont pas eu la même chance que nous d'avoir été à l'école.

Pourquoi est-il important de parler de leadership aux jeunes filles selon vous ?

C'est très important de parler de leadership : les jeunes filles ont le droit de choisir. Ici au Niger, 70-75% des filles sont mariées avant 18 ans. Le leadership est présent en chacune d'entre nous, d'entre elles, il suffit de le déclencher, pour qu'elles puissent dire non au mariage précoce et/ou forcé, pour qu'elles puissent aller à l'école, pour qu'elles puissent s'exprimer. Être leader, c'est changer les choses et pas seulement pour soi, mais pour tout le monde : c'est avoir le courage de parler pour sa personne, sa famille, sa communauté.

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.







La délégation des tâches en planification familiale, bientôt une réalité au Burkina Faso

Au Burkina Faso, le taux de prévalence contraceptive (méthodes modernes) est très faible (15%). Le gouvernement burkinabé a pris plusieurs engagements en faveur de la planification familiale, et de plus en plus de programmes sont mis en place, mais malgré ces avancées, les évolutions restent timides. En 2015, nous avons construit de manière collaborative un projet expérimental de délégation des tâches qui permettra d'accélérer les changements.

Selon l'Enquête Démographique et de Santé 2010, encore 24% des filles et des femmes en âge de procréer ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale. Cette situation a des conséquences importantes sur la santé des femmes : l'indice synthétique de fécondité est de 6 enfants par femme et les taux de mortalité maternelle et infantile sont très élevés : on compte aujourd'hui 341 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes et 129 décès infantiles pour 1000 naissances vivantes.

LA DÉLÉGATION DES TÂCHES : UNE STRATÉGIE INNOVANTE

Au regard de ces données, Équilibres & Populations plaide depuis plusieurs années au Burkina Faso en faveur de la mise en œuvre de la délégation des tâches. Cette stratégie innovante est un véritable levier pour améliorer les indicateurs de la planification familiale, et améliorer ainsi la santé des femmes et des enfants.

La délégation des tâches offre une solution au problème d'insuffisance de personnel de santé qualifié pour offrir des services de planification familiale. Les barrières géographiques vont également être considérablement réduites, permettant aux filles et aux femmes, notamment celles vivant dans les zones rurales les plus reculées des centres de santé, d'avoir accès beaucoup plus facilement aux services de planification familiale. En effet, dans les zones rurales, les infirmier-ère-s breveté-e-s, les accoucheuses auxiliaires et brevetées représentent la majorité des personnels de santé, au plus près des populations et présents dans les centres de santé.

DES ACTEURS LOCAUX ET INTERNATIONAUX

En novembre 2014, le Ministère de la santé burkinabé, en collaboration avec Equipop, a lancé l'expérimentation de la délégation des tâches dans deux régions du Burkina Faso que sont la Boucle du Mouhoun et les Hauts Bassins. La délégation des tâches consiste à autoriser les infirmier-ère-s breveté-e-s, les accoucheuses auxiliaires et brevetées à offrir les méthodes contraceptives de longue durée (dispositifs intra-utérins et implants), et les agents de santé à base communautaire à initier l'offre des pilules et à administrer les injectables.

Concrètement, sur le terrain, Equipop participera activement à cette phase expérimentale, sous la supervision du Ministère de la santé, en collaboration étroite avec l'Association Burkinabè pour le Bien-être Familial et l'ONG Marie Stopes International qui assurera la coordination du projet. Pour cette phase pilote, 1 200 000 \$ ont été mobilisés.

“ La délégation des tâches va nous permettre d'aller au-devant des besoins de planification des filles et des femmes, aussi éloignées soient-elles des centres de santé. ”

Brigitte Syan

Quatre axes d'intervention ont été définis :

- ▶ Le renforcement des capacités du personnel de santé pour une meilleure qualité des prestations, l'amélioration de l'offre de services dans les centres de santé et de promotion sociale, et au niveau communautaire en vue de rapprocher les services de planification familiale des populations
- ▶ Un plaidoyer pour la levée des obstacles institutionnels et opérationnels sera mis en place
- ▶ Le suivi évaluation pour le renseignement des indicateurs identifiés
- ▶ La capitalisation des résultats, pour un passage à l'échelle au Burkina Faso et dans la sous-région

Au Burkina Faso, comme dans d'autres pays de la sous-région, la délégation des tâches constitue une stratégie innovante et porteuse qui va contribuer à améliorer l'accès des femmes à la planification familiale et réduire la mortalité maternelle et infantile, dont la majorité peut être évitée.

• Que fait Equipop ?

Levée des barrières institutionnelles à la mise en œuvre de la délégation des tâches, mobilisation des ressources, accompagnement de la Direction de la Santé de la famille, capitalisation de l'expérience auprès des agents de santé

• Pour qui ?

230 agents de santé à base communautaire et 80 infirmier-ère-s breveté-e-s et accoucheuse-e-s auxiliaires et brevetées du secteur public, de nombreuses femmes et filles de 2 districts sanitaires

• Pourquoi ?

Parce que rendre plus accessibles les moyens de contraception aux femmes et aux filles qui le désirent, aussi éloignées des centres de santé qu'elles puissent être, leur permettra de réaliser des choix essentiels pour elles et pour leur famille.

Le principe de la délégation des tâches



Dr Mathieu Bougma, un partisan de la délégation des tâches

Le Dr Mathieu Bougma est chef de service de la Planification Familiale au sein de la Direction de la Santé de la Famille, au sein du Ministère de la Santé Publique du Burkina Faso.



Comment avez-vous connu Equipop ?

La Direction de la Santé de la Famille collaborait déjà étroitement avec Equipop lors de ma prise de fonction. L'équipe dynamique mène à nos côtés un plaidoyer fort en faveur de la planification familiale (mobilisation des ressources, rétablissement et maintien, voire augmentation de la ligne budgétaire consacrée aux produits contraceptifs, etc.). Le travail avec Equipop est agréable : fortement engagée, Equipop est liée à d'autres partenaires stratégiques, tels que MSI ou l'ABBEF.

Pouvez-vous nous parler du Memorandum of Understanding signé en novembre 2014 avec Equipop ?

En novembre 2014, après un long plaidoyer, Equipop et le Ministère de la Santé du Burkina Faso ont signé un accord portant sur la délégation des tâches dans le domaine de la planification familiale. La signature de cette convention a vu naître un projet d'expérimentation de la délégation des tâches, visant les agents de santé de première ligne (accoucheuses auxiliaires et brevetées) et les agents de santé à base communautaire.

Où en est-on ? Le projet a-t-il démarré ?

Le projet démarre. Nous sommes en plein recrutement d'un coordinateur qui pilotera le projet dans deux districts sanitaires. Dans le même temps, la mobilisation des ressources se poursuit et pourrait nous permettre à terme d'aller à l'échelle.

Quelle plus-value la délégation des tâches apportera-t-elle pour les femmes dans le contexte burkinabè ?

Avec l'introduction pilote de nouvelles méthodes contraceptives, nous assistons à une augmentation de la gamme de méthodes existantes. Ces dernières ont permis une augmentation des taux de couverture en planification familiale. L'organisation d'événements tels que la semaine nationale de la PF gratuite nous permet également de sensibiliser et d'augmenter notre couverture. La délégation des tâches va permettre l'accès à des injectables dans les districts pilotes, en complément de la distribution à base communautaire de produits contraceptifs déjà existante sur le terrain.

Les autorités sont-elles prêtes à accompagner la société civile ?

Oui, il existe de très bonnes relations de collaboration entre la société civile et les autorités. La société civile s'organise et se renforce, notamment via la mise en place du groupe technique Santé de la Reproduction, qui regroupe près de 25 associations et ONG.

Avez-vous une idée précise de la date du lancement ?

Le lancement du projet, initialement prévu pour le 8 juillet 2016 a été retardé. Nous sommes en concertation avec nos partenaires pour trouver une nouvelle date. Néanmoins, les directeurs régionaux de santé concernés ont été officiellement informés par le Secrétariat Général du Ministère de la Santé du démarrage du projet. Tout est fait pour éviter les obstacles à la mise en œuvre du projet !



Promouvoir les DSSR dans l'agenda du développement 2030 : le combat gagné d'Equipop en 2015

Accès à la contraception, luttes contre les inégalités femmes-hommes, promotion de la santé : en 2015, Equipop a mis son expertise technique et politique au service de la promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR), à la fois au niveau national et international. Tour d'horizon des avancées majeures de l'année.

En mars 2015, Pascale Boistard déclarait à la tribune de l'ONU : « pas une région, pas un pays, n'a atteint l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes, ni dans les faits, ni dans le droit ». La secrétaire d'Etat aux Droits des femmes soulignait plus particulièrement « les réticences qui entourent les droits à la contraception et à l'avortement, alors même que les femmes encourent des risques importants lorsque les droits sexuels et reproductifs ne sont pas respectés ». Partant de ce constat, elle appelait fermement à inscrire l'égalité des sexes dans « l'agenda post-2015 », sur lequel les Etats de l'ensemble de la planète allaient s'accorder en septembre 2015 sous le nom d'ODD (objectifs de développement durable).

LA FRANCE, DÉSORMAIS LEADER DANS LA PROMOTION DES DSSR

Cette revendication, Equipop la porte depuis de nombreuses années. En 2015, l'association a donc poursuivi son travail de mobilisation des personnalités-clés en France et affiché sa présence dans les conférences internationales. Grâce à ses réseaux et partenariats internationaux, Equipop a également facilité des échanges diplomatiques afin de construire de forts soutiens dans la dernière ligne droite avant l'adoption des ODD. Cet ultime effort était indispensable, puisque les pays conservateurs, très organisés, remettaient en cause des libertés fondamentales, notamment dans le domaine de la sexualité. De fait, la France a fortement poussé pour l'inclusion de l'égalité femmes-hommes et des DSSR dans l'agenda du développement 2030. Ce genre de prises de position n'a cessé de gagner en intensité depuis quelques années, et la France est devenue une des plus grandes promotrices des DSSR en matière de diplomatie ; c'est là une des manifestations du succès à long terme du plaidoyer d'Equipop.

UN RÉSULTAT SATISFAISANT : DES ODD SUR LESQUELS ON PEUT CONSTRUIRE

Les objectifs de développement durable sont une base sur laquelle de grands progrès peuvent être accomplis. L'égalité femmes-hommes y est intégrée de manière spécifique (objectif 5), et de manière transversale, à tous les objectifs.

La présence de deux cibles en particulier est un succès : sous l'objectif relatif à la santé, la cible 3.7 prévoit « l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation ». La cible 5.6, elle, propose d'« assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation ».

Si l'on ajoute à cela le fait que les ODD se veulent universels, contrairement aux précédents Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD, 2000-2015) qui se réduisaient à la lutte contre la pauvreté, on peut dire que ce nouveau cadre abrite les conditions nécessaires pour faire progresser les droits de toutes et tous en matière de sexualité.

METTRE EN ŒUVRE LES TEXTES ONUSIENS

Cependant, les Etats conservateurs ont réussi à exclure des ODD l'expression « DSSR », ce qui restreint les concepts universellement reconnus. Cela signifie que, pour mettre en œuvre des projets garantissant concrètement les droits des individus, il faudra faire preuve d'un volontarisme certain. Dans cette optique, Equipop continue à tisser des liens entre bailleurs et partenaires de terrain d'Afrique de l'Ouest.

Au niveau de la politique de développement française, Equipop s'attache plus intensément depuis septembre 2015 à ce que le gouvernement aligne ses actions de terrain avec son discours diplomatique. Le plaidoyer politique pour un réengagement français en faveur des DSSR se poursuit donc, d'une part. D'autre part, à travers le chef de filât de la commission genre de Coordination SUD, Equipop coordonne la mobilisation des ONG françaises en faveur de l'intégration de l'approche genre dans les programmes de développement.

Par ailleurs, Equipop fournit une expertise au niveau technique, notamment auprès de l'Agence Française de Développement. L'expérience du terrain ouest-africain permet en effet d'affiner les stratégies et projets qui ciblent ou doivent cibler la catégorie des adolescentes marginalisées.

Les ODD étant fixés pour les quinze prochaines années, 2015 représentait une année extrêmement importante pour faire progresser les thématiques défendues par Equipop. Désormais s'ouvre une nouvelle ère, avec, on l'espère, de nouvelles avancées à la hauteur des enjeux, et de vraies réponses aux besoins actuels des populations. L'équipe d'Equipop, en tout cas, y travaillera intensément.

• **Que fait Equipop ?**

Contribution aux processus onusiens, information des parlementaires, co-construction des politiques et programmes gouvernementaux, suivi des engagements politiques et financiers

• **Pour qui ?**

Les décideurs nationaux, européens et internationaux et in fine pour toutes les filles et les femmes qui bénéficient des programmes de développement nationaux et internationaux

• **Pourquoi ?**

Parce qu'orienter les politiques et assurer des financements, c'est permettre aux femmes de choisir leur vie et c'est une des clés du développement de nos sociétés

Deux objectifs de développement durable primordiaux pour les droits et la santé sexuels et reproductifs



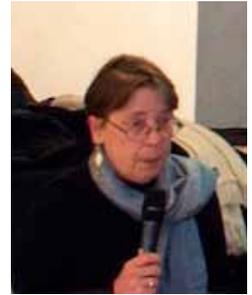
Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Marie-Annick Bourdin, une actrice qui met en avant le rôle des femmes dans le développement

Marie-Annick Bourdin est Commissaire aux affaires internationales et européennes au Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle contribue à la diplomatie française des droits des femmes.



Comment avez-vous connu Équilibres & Populations ?

J'ai commencé à travailler avec Equipop et son directeur exécutif de l'époque, Serge Rabier, dès mon arrivée au Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh). J'ai découvert d'autres membres de qualité au fil des événements organisés par Equipop. J'ai aussi appris la collaboration avec Equipop, dans le cadre de ses mandats parlementaires, de la présidente du HCEfh, Danielle Bousquet.

Parlez-moi de l'appel que le Haut Conseil à l'Égalité a créé et soutenu lors de la COP21 à Paris. Comment vous est venue l'idée de mettre en avant la place et le rôle des femmes dans la lutte contre le dérèglement climatique ?

Tout a commencé par un débat interne dès décembre 2014 : comment valoriser le rôle des femmes dans la lutte contre le dérèglement climatique, en vue de la COP21 ? À l'exception des Conventions de Rio de 1992, aucun des derniers accords internationaux sur l'environnement ne fait référence au rôle des femmes, ni aux droits humains. Nous avons créé un groupe de travail, associant la société civile, dont Equipop, des chercheurs, des parlementaires et des fonctionnaires français-e-s. Nous avons ensuite rédigé un document de plaidoyer et un appel, à destination des décideurs de la COP21, afin que l'Accord de Paris intègre les notions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, pour renforcer leur contribution en tant qu'actrices du développement et de la lutte contre les changements climatiques et leur résilience face à ces risques.

Quel accueil a eu cet appel ?

Nous avons eu un très bon écho de la part des parlementaires, français, européens et africains, et nombre de scientifiques internationaux et d'ONG dans le monde ont signé notre appel. Après sa présentation au Président de la COP et Ministre des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius, le 15 octobre 2015, ce dernier nous a assuré qu'il partagerait et porterait au mieux nos suggestions mais ne pouvait garantir l'adhésion des 195 états...

Quel bilan pouvez-vous faire de ce plaidoyer ?

Le gouvernement français, à la présidence de la COP21, a relayé des éléments de notre appel lors des négociations et dans divers événements parallèles de la COP21. L'Accord de Paris mentionne dans son préambule les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes : c'est une réelle avancée par rapport à la CCNUCC de 1992. L'appropriation par les femmes et la prise en compte de leurs intérêts apparaissent dans les chapitres concernant l'adaptation et le renforcement des capacités. Nous aurions souhaité que figurent d'autres mentions, mais le combat continue.

Comment allez-vous continuer en vue de la COP22 ?

Notre plaidoyer est toujours valable. Nous échangeons avec d'autres partenaires pour cibler ce plaidoyer sur l'accès des femmes à une part significative des financements « verts », en veillant à ce qu'elles soient associées à l'élaboration des contributions nationales. Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler avec les responsables marocains de la COP22, nous allons continuer à porter ce message en vue de la COP22 !

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.





Equipop, accélérateur d'engagements pour la planification familiale en Afrique de l'Ouest

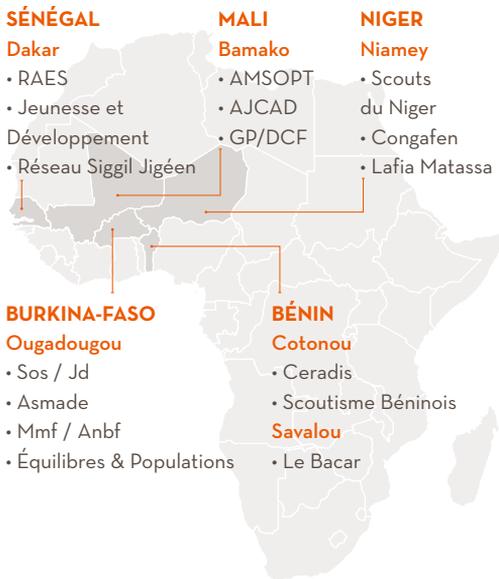
Convaincue que tout changement social durable nécessite une contribution active et de qualité des associations de la société civile locale, Equipop avait lancé en 2013 Alliance Droits et Santé, un réseau qui réunissait 9 associations complémentaires de la sous-région. L'objectif : réunir et renforcer leurs savoir-faire en faveur de la santé de la procréation des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest. En 2015, une deuxième phase de cette aventure débute avec le projet « Mobiliser en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs : une Alliance pour les femmes et les adolescentes d'Afrique de l'Ouest ».

Ci-dessus : Tous les membres d'Alliance Droits et Santé se sont retrouvés en octobre à Dakar afin de lancer une nouvelle phase du développement du réseau

ALLIANCE DROITS ET SANTÉ : LE RÉSEAU S'AGRANDIT

Avec ce projet, 5 nouvelles associations rejoignent l'Alliance (Réseau Siggil Jigéen et Jeunesse et Développement au Sénégal, Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes, AJCAD et AMSOPT au Mali); portant à 15 le nombre de membres présents au Burkina Faso, Bénin, Niger, Mali et Sénégal. Ce développement du réseau permet ainsi à l'Alliance d'accroître l'ampleur de ses actions et son impact dans la sous-région en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR).

Le réseau Alliance Droits et Santé



MOBILISATION : TOUTES ET TOUS ENSEMBLE POUR LA PF

Dans chacun des pays du réseau, l'objectif est de renforcer les engagements politiques et financiers des décideurs en faveur de la planification familiale. Equipop accompagnera ainsi les membres du réseau pour augmenter l'impact de leur plaidoyer aux niveaux local, national et international. Parallèlement, il s'agit d'élargir la base sociale

des associations en mobilisant les citoyens en faveur de cet enjeu. Concrètement, Equipop mettra en œuvre une stratégie intégrée d'accompagnement au plaidoyer et de communication multicanal. Au cœur du plaidoyer, trois thèmes centraux seront portés par l'ensemble des membres du réseau : l'accès des jeunes à l'information et aux services de contraception, l'accroissement de la demande et la qualité des services proposés. Une campagne de communication s'appuiera sur le web, des événements nationaux mais aussi sur la diffusion d'émissions sur des radios communautaires. Un crédo : donner la parole aux jeunes et plus de visibilité aux acteurs du changement qui se mobilisent en faveur de la planification familiale.

Alliance Droits et Santé : L'EFFET LEVIER

Plus d'impact suppose aussi plus de moyens. Partage de veille stratégique sur les financements disponibles, appui dans la rédaction des propositions, facilitation des relations avec le bailleur : Equipop accompagne aussi les membres de l'Alliance dans la mobilisation de ressources additionnelles. En 2015, cet accompagnement a eu des premiers résultats : l'Asmade, membre burkinabè, a obtenu une subvention de 350 000 € auprès d'AmplifyChange pour renforcer les activités du réseau. La mobilisation des ressources est un axe stratégique, qui renforce les synergies au sein de l'Alliance. La complémentarité des associations représente la valeur ajoutée du réseau. Les membres de l'Alliance l'ont compris et cela augmente les chances de succès de leurs propositions : elles postulent de manière croissante en consortia.

PARTICIPER À L'ÉMERGENCE D'OSC CRÉDIBLES ET EFFICACES SUR LE LONG TERME : QUAND L'INNOVATION RENCONTRE LA PERSONNALISATION

Avec Alliance Droits et Santé, Equipop voit loin. Au-delà de la conduite d'activités spécifiques, l'idée est de participer à l'émergence d'associations locales solides, capables d'être des partenaires innovants et fiables tant pour l'Etat que pour les autres acteurs au développement. L'une des composantes transversale du projet est ainsi le renforcement des capacités des membres du réseau. Grâce à sa connaissance des associations ouest-africaines et au diagnostic de chaque organisation effectué dans la première phase, Equipop est aujourd'hui capable de personnaliser son accompagnement au plus près des besoins des membres. En plus de spécialistes en mobilisation sociale et politique, Equipop s'est dotée de professionnels en accompagnement organisationnel, comptabilité/finances, technologie de l'information et mobilisation des ressources. Cette équipe pluridisciplinaire soutient les associations dans leur professionnalisation via des webinars, des missions de terrain et un coaching à distance.

• Que fait Equipop ?

Accompagnement global d'associations ouest-africaines en plaidoyer, communication, management et gestion via du coaching à distance, des formations, des webinars, du suivi terrain et le développement d'outils de plaidoyer et de communication.

• Pour qui ?

15 associations ouest-africaines actives en faveur de l'amélioration des conditions de vie des femmes et des filles de la sous-région.

• Pourquoi ?

Parce que les organisations de la société civile sont les mieux placées pour porter sur le long terme les actions nécessaires en faveur de l'amélioration de la santé et des droits des filles en Afrique de l'Ouest, en particulier leur accès à la contraception.

L'Alliance dès 2015

15 associations	5 pays	100 champion-ne-s pour la planification familiale	5 stratégies de plaidoyer pour le repositionnement de la PF
--------------------	-----------	------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------

d'ici 2018

60 émissions de radio produites par pays	10 événements mobilisateurs	45 projets d'amélioration organisationnelle	3 millions d'euros supplémentaires, au moins, mobilisés en faveur de la PF/SR
---------------------------------------------------	-----------------------------------	------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------

Ousmane Maiga, un nouveau membre d'Alliance Droits et Santé au Mali

Ousmane Maiga est chargé de programme pour Alliance Droits et Santé au sein de l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) au Mali.



Comment avez-vous connu Equipop ?

Equipop est venue vers nous en 2015 lors d'une mission d'identification des futurs membres de l'Alliance au Mali. Nous avons expliqué nos actions sur le terrain et sur les réseaux sociaux et la cheffe de projet et un membre béninois nous ont présenté l'Alliance et ses objectifs. L'idée nous a séduits, d'autant que les activités correspondent au développement stratégique de l'AJCAD en termes de santé de la reproduction et de participation publique ; et heureusement, nous avons été choisis pour être l'association de jeunes au Mali !

Qu'est-ce qui vous a motivé à devenir membre d'Alliance Droits et Santé ?

Appartenir à l'Alliance représente pour nous un levier pour améliorer les conditions de vie de nos populations. Notre mission est multiple et vise à renforcer l'accès aux droits et à la santé sexuelle et reproductive, la participation à l'espace public, les prises de décision dans différents domaines (éducation, santé, accès à l'eau, etc.) des jeunes au Mali. L'Alliance nous permet d'approfondir nos stratégies et d'acquérir des connaissances en gestion, comptabilité, communication : en développement organisationnel en somme.

Qu'est-ce que ce partenariat vous a apporté jusqu'à aujourd'hui ?

Nous avons eu beaucoup d'informations et de formations. La formation au développement organisationnel va nous permettre d'améliorer nos programmes de terrain grâce à une gestion interne renforcée. Les webinars sur le plaidoyer et la communication nous per-

mettent d'accéder à des outils fiables et de qualité. L'Alliance est un espace privilégié de réseautage mais aussi de discussion autour des bonnes pratiques.

Parlez-moi de vos relations avec les autres membres de l'Alliance au Mali ?

Nous travaillons avec une association de femmes, le Groupe Pivot Droits et Citoyenneté des Femmes et une association technique, l'AMSOPT. Nous bénéficions du savoir-faire et des conseils de ces deux associations plus anciennes que l'AJCAD. Nous sommes régulièrement en contact et prévoyons ensemble les activités menées dans le cadre de l'Alliance afin d'accroître leurs impacts.

Quel est, selon vous, le futur du partenariat ?

Nous, les associations, sommes le futur d'Alliance Droits et Santé ! L'Alliance forme des organisations crédibles, fiables, aptes à mener de manière formelle un plaidoyer pour les DSSR. Au Mali, nous sommes un groupe hétérogène, mais l'Alliance nous permet de créer une plateforme plus consistante, qui prend en compte les cibles du plaidoyer, en s'appuyant sur les jeunes, les femmes et les prestataires de services. Au niveau régional, l'Alliance est promise à un grand avenir ! Aujourd'hui, notre voix compte en Afrique de l'Ouest grâce à notre expérience de terrain pour améliorer l'accès aux droits et à la santé sexuelle et reproductive dans 5 pays avec des contextes socio-culturels relativement semblables. Je voudrais ajouter que nous félicitons Equipop pour son assistance, la mise en réseau et l'espace de collaboration offert par l'Alliance.



Adolescentes au cœur du développement : Le Niger fait appel à l'expertise d'Equipop

Au printemps 2015, Équilibres & Populations a été sollicitée par le Ministère de la Santé Publique du Niger afin d'effectuer une étude visant à enrichir la formulation de programmes nationaux. C'est l'expérience dans le domaine des droits et de la santé sexuels et reproductifs des adolescent-e-s, la connaissance des systèmes de santé, des rouages institutionnels et des acteurs du développement en Afrique de l'Ouest qui ont permis à Equipop de mener à bien cette étude.

Equipop a conduit pour le Ministère de la Santé Publique nigérien une évaluation des projets de santé en faveur des adolescent-e-s. Cette étude, commanditée par le comité technique national HPV - GAVI composé du Ministère de la Santé publique, de l'OMS, de l'UNICEF et de l'UNFPA avait pour perspective l'extension du programme de vaccination contre le papillomavirus humain au Niger.

L'objectif : collecter et compiler données, politiques et interventions de santé en direction des adolescentes, en particulier celles de 10 à 14 ans. L'analyse de ces données a permis de soutenir l'extension de la vaccination contre le HPV, notamment grâce à un focus sur la mobilisation sociale et la communication, visant à faire comprendre et accepter la vaccination des adolescentes.

LA MISSION D'EQUIPOP : CARTOGRAPHIER, ANALYSER ET PARTAGER

La mortalité maternelle reste la première cause de décès des adolescentes de 15 à 19 ans. Elle représente 34 % des décès de cette tranche d'âge et 20 % de l'ensemble des décès maternels dans le pays : leur situation en matière de droits et santé sexuels et reproductifs est préoccupante. Néanmoins, peu de programmes nationaux interviennent spécifiquement en faveur des adolescentes. Par exemple, le programme Santé sexuelle et de la reproduction des jeunes et adolescent-e-s, mis en place entre 2006 et 2010, n'a pas été reconduit. De la même manière, les financements et les programmes sectoriels relatifs à la santé maternelle et reproductive et à la planification familiale ne ciblent pas spécifiquement les adolescentes.

Face à cette situation, la société civile a développé des projets pilotes favorisant l'accès des adolescentes à leurs droits et santé sexuels et reproductifs, portés par un contexte politique plus favorable. Ce sont ces initiatives qu'Equipop a répertoriées et évaluées.

FAVORISER L'APPROPRIATION : UNE DES CLÉS POUR PROGRAMMER EFFICACEMENT

Equipop a cartographié les interventions en faveur des adolescentes et les a analysées selon différents critères : zone et stratégie d'intervention, contribution aux stratégies nationales, mobilisation des communautés, intégration des questions de genre et durabilité de l'action. Ces activités ont ensuite été priorisées au regard de leur contribution à la stratégie de vaccination nationale et de leur impact sur l'extension du programme HPV.

Recommandations de l'étude :

- ▶ Intégrer la vaccination anti-HPV au Programme national élargi de vaccination,
- ▶ Intégrer la Direction de la santé de la mère et de l'enfant et la Division santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et des jeunes dans le comité technique du programme HPV,
- ▶ Distinguer les mesures d'accompagnement et d'identification des adolescentes à vacciner selon leur statut scolaire (scolarisée ou non scolarisée),
- ▶ Revoir la stratégie et les messages de communication en prenant en compte les sources de réticences, communiquer davantage sur les bénéfiques du vaccin (prévention de la stérilité),
- ▶ Communiquer en s'appuyant sur les dispositifs nationaux mis en place dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre les mariages précoces et de prévention des grossesses adolescentes,
- ▶ Réfléchir à l'opportunité de la vaccination anti-HPV pour fournir aux jeunes filles une information sur les règles et l'hygiène menstruelle ; 11 ans est l'âge idéal et c'est une préoccupation partagée par l'ensemble des personnes rencontrées, que ce soit du côté des institutions et des ONG.

Cette étude participative nous a également permis de sensibiliser les membres du comité de pilotage et leurs partenaires à la situation et à la prise en compte des contraintes et besoins spécifiques des adolescentes en matière de DSSR. Des interventions innovantes porteuses de changement ont été mises en lumière, et des bonnes pratiques ont été diffusées. Une nouvelle synergie entre les acteurs a été créée, afin de mieux intervenir en faveur des adolescentes et notamment de leur santé sexuelle et reproductive.

• Que fait Equipop ?

Cartographie des programmes existants, mise en relation des initiatives et des acteurs, élaboration de recommandations opérationnelles pour plus d'impact.

• Pour qui ?

La division immunologie du Ministère de la santé publique du Niger et les adolescentes de 3 districts sanitaires du Niger, plus de 1000 jeunes filles.

• Pourquoi ?

Parce qu'il est indispensable que les politiques et les programmes soient contextualisés, s'appuient sur l'ensemble des dynamiques nationales et prennent en compte les spécificités des jeunes filles.

DSSR des adolescentes nigériennes : quelques données

Parmi les 20 - 24 ans

10%

ont eu leur premier enfant avant 15 ans



48%

ont eu leur premier enfant avant 18 ans révolus

4%

des adolescentes mariées utilisent une contraception moderne

39%

des adolescentes accouchent dans un centre de santé

Parmi les 15 - 19 ans

80%

des adolescentes ont entendu parler du VIH Sida



12,3%

des adolescentes en ont une connaissance approfondie

moins de 20%

des adolescentes connaissent leur période de fécondité

61%

des jeunes filles accouchent à la maison avec l'assistance d'une accoucheuse traditionnelle, d'un ami / voisin / parent ou de personne

Sidikou Issaka Maïga, un acteur convaincu par la prise en compte des filles

Sidikou Issaka Maïga est chef de la division vaccination à la Direction des Immunisations, sous la tutelle de la Direction Générale de la Santé Reproductive du Ministère de la Santé Publique au Niger.



A quel besoin répondait l'étude faite avec Équilibres & Populations ?

Après une enquête épidémiologique, nous nous sommes rendu compte que les statistiques du cancer du col de l'utérus montraient une prévalence importante. Nous avons alors décidé de monter un projet de démonstration de vaccination sous forme de campagne de vaccination contre le papillomavirus humain, avec l'appui financier de GAVI Alliance et en collaboration avec l'OMS, JSI et l'UNFPA. Ces partenaires étaient indispensables au regard de la spécificité des cibles à vacciner : les jeunes filles de 9 à 13 ans. Nous avons organisé cette campagne en 3 passages de 7 jours, à 2 et 4 mois d'intervalle. Au cours de la première injection, beaucoup d'obstacles ont été constatés. Nous avons alors eu besoin des partenaires techniques afin de nous orienter sur nos pratiques de vaccination des jeunes filles.

Quels ont été les résultats de l'étude ?

L'étude effectuée par Equipop accompagnait trois autres études : une évaluation post-introduction, l'évaluation des coûts et l'enquête de couverture vaccinale. Ces études nous ont permis de voir nos points faibles et nos points forts. A titre d'exemple, la présence d'un chronogramme d'activités a été un véritable atout en termes de planification. En revanche, un point faible était le non-respect de la planification : la campagne de vaccination qui devait se tenir dans le courant de l'année scolaire, entre octobre et juin, n'a pas pu être respectée. L'étude a également mis en avant que le mode campagne n'était pas adapté à cette vaccination, car trop onéreux pour la mise à l'échelle nationale.

En quoi ces résultats et recommandations vous ont-ils été utiles ?

Grâce à cette étude, nous sommes mieux organisés : nous allons commencer en octobre 2016 la première dose de vaccin HPV dans toutes les écoles pilotes. Les agents de santé vaccineront les filles sur le même calendrier de sortie que pour les vaccinations des enfants de 0 à 23 mois et les femmes enceintes, selon un calendrier communiqué à l'avance afin de toucher le plus de personnes possible. Nous avons également communiqué en amont sur l'importance de faire vacciner les jeunes filles, afin d'avoir l'adhésion des communautés, des parents et des filles elles-mêmes.

Quelle est selon vous la valeur ajoutée d'Equipop ?

Avant cette étude, nous n'avions pas de stratégie envers les groupes des jeunes filles adolescentes. Equipop nous a démontré l'importance de la mobilisation sociale pour cette cible. Nous avons pu mobiliser les religieux, les enseignants ainsi que les mères, nous avons été jusqu'au débat télévisé, avec des experts en santé et avec des religieux. Equipop nous a permis de comprendre que le dialogue permet un engouement de taille. En juin 2016, nous avons vacciné 626 filles en milieu communautaire dans le plan de vaccination de routine. Aujourd'hui, les populations sont impliquées et ce sont les filles qui nous demandent à être vaccinées !

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur dix-sept salarié-e-s et cinquante-cinq membres, avec un budget annuel de 1,04 millions d'euros. Le siège est basé à Paris et l'ONG a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Équilibres & Populations, il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.



RESPECT DES DROITS HUMAINS

Équilibres & Populations plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Équilibres & Populations considère que le bien-être des populations ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par les capacités des individus qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans la société à laquelle ils appartiennent.



JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Équilibres & Populations défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action



ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Équilibres & Populations adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité.

Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et, bien entendu, les populations des zones d'intervention.



NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs (OSC, parlementaires, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, experts techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité.

Depuis plus de dix ans, Équilibres & Populations collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leur pays respectif. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès des populations ainsi que des actions de plaidoyer adaptés aux situations sociopolitiques locales.



TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Équilibres & Populations a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs du développement : organisations de solidarité internationale (OSI), structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux d'OSI en France, en Europe et en Afrique francophone subsaharienne. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

En Afrique francophone subsaharienne, Équilibres & Populations a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord, Équilibres & Populations travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des experts techniques et administratifs ;
- des chercheurs ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des décideurs politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :



Impulser

des dynamiques de changement social au plus près des populations, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs locaux



Mobiliser

les acteurs d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable



Accompagner

les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Équilibres & Populations a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, décideurs politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Équilibres & Populations a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des acteurs politiques de la coopération internationale. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les décideurs politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Équilibres & Populations s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme la planification familiale, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules ou encore les mutilations sexuelles féminines.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usagers, intégration du vih/sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Équilibres & Populations puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : rééquilibrer les rapports entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant les deux moitiés des populations concernées.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Équilibres & Populations a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies d'intervention participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Équilibres & Populations facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs locaux. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'événements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Équilibres & Populations renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Equipop conduit des activités d'appui-conseils, co-réalise des diagnostics partagés, anime des réunions de travail, supervise ou accompagne ses partenaires en situation sur le terrain, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Partenariats

Eef Wuyts, avocate des droits sexuels et reproductifs en Europe

Eef Wuyts est en charge du plaidoyer international au sein du réseau européen de la fédération internationale de planification familiale (IPPF EN). Basée à Bruxelles, elle pilote notamment le consortium européen Countdown 2030 Europe, dont Equipop fait partie depuis le début.



Qu'a fait Countdown 2015 Europe ces dix dernières années ?

Countdown 2015 Europe a été créé en 2004, quelques années après l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dans le but de plaider en faveur de la planification familiale pour accomplir les objectifs 4 et 5 : réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle. 15 organisations, basées dans 12 pays européens, forment le consortium. Celui-ci s'est imposé comme la voix européenne sur les questions de besoins non satisfaits en matière de PF. Countdown 2015 Europe travaille à faire des DSSR une priorité des politiques de développement aux niveaux national et européen, mais également à faire entendre la voix européenne sur ces sujets. Notre objectif est de faire évoluer les politiques et d'augmenter les financements pour mieux répondre à la demande en PF dans le monde. Chaque association mène le plaidoyer dans son propre pays sur une base commune, créant ainsi un momentum régional pour la PF. Ceci est étroitement lié au plaidoyer mené auprès des institutions européennes. Concrètement, nous créons des documents ressources, formulons des recommandations communes, organisons divers événements... C'est ce travail qui a contribué à la voix forte de la France sur la scène internationale.

Où se situe le consortium aujourd'hui ?

Nous collectons des données sur l'engagement réel de notre région en matière de PF dans la coopération au développement. Nous créons ensuite des ressources et des recommandations politiques à destination des décideurs

politiques et de la société civile pour rendre le plaidoyer plus efficace. Récemment, nous avons beaucoup travaillé autour des négociations liées aux Objectifs de Développement Durable, afin d'obtenir de réelles avancées en termes de DSSR. Nous sommes également toujours actifs à l'occasion de la Commission sur le statut des femmes et de celle sur la Population et le Développement de l'ONU. Nous avons un rôle de vigie auprès des gouvernements : nous demandons des comptes par rapport aux engagements politiques et financiers qui sont pris par les Etats lors de ces forums internationaux. Equipop fait partie du consortium depuis le début. C'est essentiel car les montants de l'aide publique de la France au développement sont importants et il est primordial de les fléchir vers la PF et la santé reproductive.

Quel est le futur du consortium ?

Nous allons changer de nom : Countdown 2030 Europe. Nous entrons dans l'ère des Objectifs de Développement Durable et notre action se tourne désormais vers l'accomplissement de ces objectifs pour 2030. Nous collaborons aussi avec d'autres réseaux européens travaillant sur les questions de DSSR et/ou de développement (EuroNGOs, Astra, CONCORD...) afin d'accroître l'ampleur de nos actions. En octobre 2016, nous lançons une nouvelle phase du projet, toujours centrée sur la promotion de la PF dans les politiques de développement européennes, au sein duquel Equipop aura une place particulière au vu des discours engagés de la France sur la scène internationale !

Réseaux

Équilibres & Populations a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement. En 2015, l'ONG renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



Alliance Droits & Santé
Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique

Alliance Droits et Santé

www.alliancedroitsetsante.org

Alliance Droits et Santé est un réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine qui a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



Coordination Sud

www.coordinationsud.org

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



Collectif Santé 2015

www.collectif-sante-mondiale.fr

Le Collectif Santé 2015 rassemble 8 ONG françaises de développement (Action contre la faim, Équilibres & Populations, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis) qui se sont réunies pour défendre l'aide en santé face aux baisses successives de l'aide française et au désengagement de la France du terrain de la solidarité internationale.



EFQM

www.efqm.org

EFQM (the European Foundation for quality management) est une organisation européenne qui s'est donné pour mission de doter les organisations d'un outil de référence commun pour les aider à tendre vers des pratiques visant l'excellence.



EndFGM

www.endfgm.eu

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations génitales féminines.



EuroNGOs

www.eurongos.org

EuroNGOs est un réseau européen d'ONG spécialistes des droits et de la santé sexuels et reproductifs.



Excision, parlons-en !

Excision, parlons-en ! est une association laïque et apolitique déclarée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde. Depuis 2015, Equipop fait partie du conseil d'administration d'Excision, parlons-en !.



F3E

<http://f3e.asso.fr>

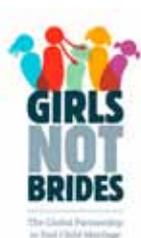
Le F3E ou Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



Genre en action

www.genreenaction.net

Genre en Action est un réseau international qui promeut la prise en compte des inégalités des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement.



Girls Not Bride

www.girlsnotbrides.org

Girls Not Bride est un partenariat mondial de plus de 500 organisations de la société civile, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur potentiel.

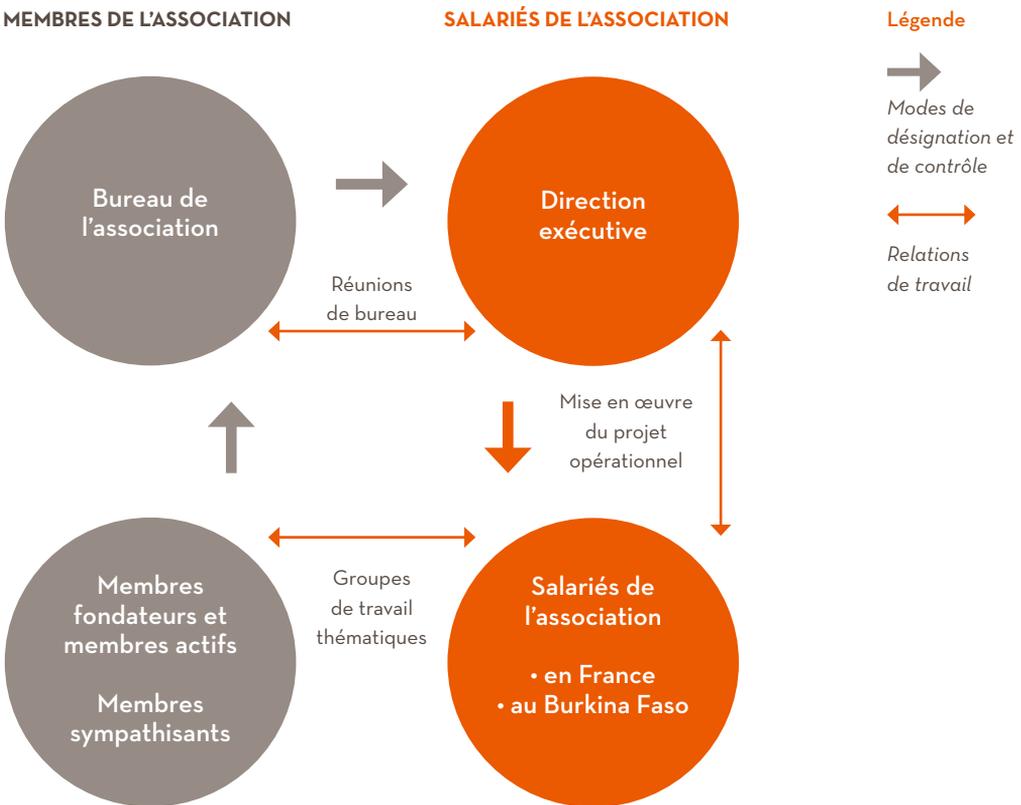


Reproductive Health Supplies Coalition / SECONAF

Sécurité Contraceptive en Afrique Francophone est un partenariat mondial d'acteurs publics, privés et d'organisations de la société civile assurant l'accès aux personnes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire à des moyens de contraception abordables et de qualité afin d'améliorer leur santé sexuelle et reproductive.

Engagement citoyen et implication professionnelle

Équilibres & Populations compte sur 55 membres en 2015 : médecins, journalistes, professionnels du développement et de la communication, qui se réunissent en assemblée générale au moins une fois par an. Une équipe de 17 salarié-e-s a mis en œuvre le projet associatif en 2015.



LE BUREAU

Dr. Alain Marié
Président

Dr. Annick Schwebig
Trésorière

Pr. Jacques Milliez
Secrétaire général

Dr. Claude Dumurgier
Membre

Pr. Pierre Foldes
Membre

Pr. Claude Sureau
Membre

Mai Tran
Membre

*Le bureau se réunit
en moyenne tous
les trois mois.*

L'ÉQUIPE SALARIÉE

La direction

Auréli Gal-Régniez
*Directrice exécutive
(depuis juin 2015)*

Serge Rabier
*Directeur exécutif
(jusqu'en juin 2015)*

L'équipe*

Marguerite Bannwarth
Chargée de mission

Sibiri Koné
Agent de Liaison

Nicolas Schlegel
Comptable

Elsa Burzynski
Chargée de plaidoyer

Rémi Minoungou
Chargé de projets

Brigitte Syan
Chargée de plaidoyer

Auréli Desrumaux
Chargée de projet

Nathalie Perrotin
Chargée de communication

Caroline Traoré
*Chargée de
l'accompagnement
organisationnel*

Sanje Hoxha
*Chargée du suivi
administratif et
financier des projets*

Dominique Pobel
Responsable de programmes

Julie Van der Smissen
*Chargée d'accompagnement
administratif et financier
des partenaires*

Caroline Kientz
*Stagiaire en plaidoyer
et communication*

Nicolas Rainaud
Chargé de mission plaidoyer

Claire Veyriras
*Chargée de mobilisation
des ressources*

Adama Kaboré
*Chargé de mobilisation
des ressources*

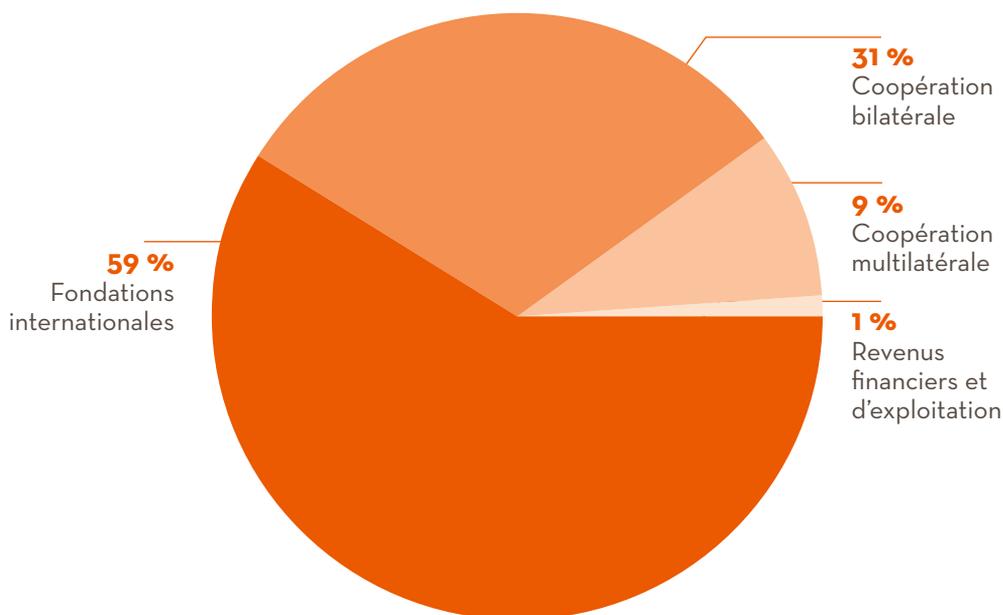
Auréli Rosado
*Stagiaire en plaidoyer
et communication*

POUR NOUS CONTACTER : INFO@EQUIPOP.ORG

* Par ordre alphabétique

Le budget d'Équilibres & Populations

En 2015, 86 % de nos ressources ont été affectées à nos missions sociales. Malgré une baisse des financements reçus en début d'année, Équilibres & Populations a réussi à mobiliser de nouvelles ressources au cours du second semestre pour développer son périmètre d'intervention en Afrique de l'Ouest.



Ressources d'Équilibres & Populations en 2015

RESSOURCES

Les ressources 2015 d'Équilibres & Populations s'élevèrent à 1 081 581 euros, soit une diminution de 26% par rapport à 2014 (1 470 116 euros). Cette baisse s'explique majoritairement par un délai de 8 mois entre la fin de la première phase du projet « Alliance Droits et Santé » financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et le lancement de la seconde phase du projet grâce à un financement conjoint entre cette même fondation et l'Agence Française de Développement (AFD). Cette seconde phase, d'une durée de 30 mois, implique 15 associations partenaires en Afrique de l'Ouest.

Les ressources de l'association proviennent pour près de 59% de fonds privés issus de fondations internationales, essentiellement américaines, dont la fondation Hewlett, partenaire historique d'Équilibres & Populations. Les financements de source institutionnelle s'élevèrent cette année à 40% : 31% proviennent des institutions de la coopération bilatérale (Agence Française de Développement, Institut de Recherche pour le Développement) et 9% des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations unies).

Équilibres & Populations continue de renforcer et de développer les nouveaux partenariats techniques et financiers, ainsi que de favoriser les collaborations, qui sont indispensables à la dynamique des projets.

DÉPENSES

86% des ressources sont allouées aux missions sociales de l'ONG. Les frais de structure sont maîtrisés et stables. Les dépenses 2015 d'Equipop s'élevèrent à 1 045 844 euros avec une baisse notable de 29% en comparaison à 2014 (1 469 931 euros).

La chute du niveau des dépenses est liée à l'écart entre la première et la seconde phase du projet « Alliance Droits et Santé », dont le volume de dépenses se trouvera reporté en grande partie sur l'année 2016, et prendra en compte l'implication de 5 nouvelles associations au sein de l'Alliance. Durant cette période de transition, notre appui aux organisations de la société civile africaines a été maintenu à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs (tels que Amplify Change), à travers la poursuite des actions de mobilisation contre les mutilations sexuelles et les mariages précoces au Mali, mais également à travers le développement de nouveaux partenariats dans la sous-région (UNFPA, Palladium, Pathfinder).

Le budget consacré aux ressources humaines a légèrement baissé depuis 2014. Néanmoins, une légère augmentation en fin d'année est à noter suite au démarrage de la seconde phase du projet « Alliance Droits et Santé ».

Le résultat de l'exercice présente un excédent de 35 736 euros. Cet excédent permet de participer à l'augmentation des réserves de l'association. La constitution de fonds propres est un objectif à moyen terme destiné à renforcer la capacité d'intervention sur des activités novatrices, la capacité d'investissement pour professionnaliser les fonctions support de la structure et la capacité à faire face aux aléas des financements projets en conservant l'expertise interne.

Équilibres & Populations établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SPCC, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2015 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur www.equipop.org.

TÉMOIGNAGE

Mai Tran, nouvelle membre engagée du bureau d'Équilibres & Populations

Mai Tran est dans l'équipe
de la communication
corporate globale chez
Sanofi. Elle a rejoint le
bureau d'Equipop en 2015.



Qu'est-ce qui vous a motivée à rejoindre le bureau d'Equipop ?

Depuis toujours, il me semble important de consacrer du temps à des causes qui sont utiles et qui font avancer les choses. J'aime créer des associations ou mener des activités. J'aime aussi soutenir des idées et des engagements.

Marie-Claude Tesson a été mon premier employeur, à la création du Quotidien du Pharmacien. Comme beaucoup, son charisme, ses convictions et son sens de la réussite ont beaucoup influencé ma vie. Quand elle a créé Équilibres & Populations, je n'ai pas tout de suite compris le sens de cette initiative...

La vie m'a appris à comprendre l'importance de l'éducation et la place des femmes dans certaines régions du monde. Pour avoir travaillé pour le programme For Women in Science et avoir vécu de nombreuses années en Asie, je sais que beaucoup de solutions viennent de l'éducation et de la fin des souffrances des femmes.

À la mort de Marie-Claude, Alain Marié avec qui j'ai longtemps partagé les bureaux, m'a dit qu'il souhaitait qu'Équilibres & Populations continue. Ayant toujours admiré Marie-Claude et Alain, j'ai voulu les aider en devenant membre du bureau d'Equipop en 2015.

Équilibres & Populations travaille à l'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes : c'est une cause qui ne peut qu'être soutenue. C'est une association sérieuse et reconnue, c'est pourquoi je suis fière de m'impliquer dans le bureau pour soutenir les équipes opérationnelles, même si je ne consacre pas assez de temps à l'association.

Comment se concrétise votre engagement dans le bureau ?

Concrètement, nous validons les grandes orientations prises par la direction de l'association, en nous réunissant régulièrement. En plus des réunions du bureau du Conseil d'Administration, des groupes de travail ont été créés pour soutenir des orientations et des sujets de fond, regroupant des salariés et des membres du bureau. Personnellement, je ne trouve pas intéressant que le bureau soit uniquement un organe de contrôle. Ces groupes de travail sont un exemple qu'un bureau impliqué peut apporter pour aider et participer à l'association.

Pouvez-vous nous parler d'un groupe de travail d'Equipop ?

En 2015, Équilibres & Populations a initié un travail de recherche de fonds auprès de grands donateurs. Un groupe de travail s'est alors formé autour de cette thématique, dont je fais partie. Nous avons réuni des membres du bureau, des salariés ainsi que des membres d'Equipop afin de travailler ensemble à pérenniser l'action et le fonctionnement de l'association. Je suis ravie de m'investir dans ce travail. Et 2015 n'est que le début ! Au-delà de la recherche de fonds ; nous sommes amenés à réfléchir à ce qui fait la spécificité de l'association, sa pérennité et son développement ; pourquoi un donateur serait intéressé par Équilibres & Populations et quelle serait sa motivation à soutenir l'association ?

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Équilibres & Populations s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires financiers et donateurs sans l'appui desquels les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG homologues avec qui nous avons tissé des

partenariats solides et durables, experts et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... nous vous remercions ici toutes et tous chaleureusement pour la confiance accordée. Ce rapport a pour objet de vous rendre compte de l'impact du travail effectué.

Nous remercions en particulier :



Suivez l'actualité d'Équilibres & Populations au quotidien



Sur notre site internet

equipop.org

Pour s'informer et agir.



Sur twitter

[@Equipop_Ong](https://twitter.com/Equipop_Ong)

Pour suivre notre actualité
et celle de notre secteur
en temps réel.



Via notre newsletter

Pour recevoir régulièrement
un résumé des moments
forts qui ont marqué
notre actualité.



Sur facebook

[facebook.com/Équilibres.
Populations](https://facebook.com/Équilibres.Populations)

Pour découvrir des contenus
exclusifs et partager avec
notre communauté.



Sur instagram

[@Equipop_Ong](https://www.instagram.com/Equipop_Ong)

Pour découvrir l'actualité
d'Equipop en images.

Crédits

Le rapport d'activité
est également disponible
sur le site internet :
www.equipop.org

Conception et réalisation

Direction de la publication :

Aurélie Gal-Régniez

Rédaction en chef :

Marguerite Bannwarth

Rédaction : Aurélie Hamelin-

Desrumaux, Aurélie Gal-Régniez,

Sanije Hoxha, Nathalie Perrotin,

Dominiq Pobel, Nicolas Rainaud,

Brigitte Syan, Claire Veyriras

Secrétariat de rédaction :

Estelle Breton, Juliette Manaud,

Elise Fouillet, Nathalie Perrotin

et Nicolas Rainaud

Création : Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr

Photographies :

UN PhotoCia Pak, Equipop,

Imageo, © 2014 by Jonathan

Torgovnik/Reportage by Getty

Image, Mathieu Delmestre,

UNPhoto_EvanSchneider,

WHO

Impression :

Simon Graphic, Ornans

Ce document est imprimé
sur du papier certifié.



Équilibres & Populations

www.equipop.org
info@equipop.org

Siège

22 rue du Sergent Bauchat
75012 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest

09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : + 226 25 36 73 73